« AU FIL DE LA TRANSITION » - Septembre 2025

Revue de presse - Virage Energie Climat Pays de Loire – En bref !

GOUVERNANCE

- François Bayrou , avant de chuter, nous a beaucoup parlé de dette… à l'exception de la dette écologique. Son passage à Matignon aura été marqué par plusieurs reculs environnementaux et sa procrastination sur la politique énergétique. Curieusement, une mission sur la « fracture écologique » a été lancée in extremis avant son départ, pour mesurer l'impact du changement climatique sur les revenus, le pouvoir d'achat, le confort des logements ou encore le patrimoine des différentes catégories de la population française.
- Sur les orientations du nouveau gouvernement, on ne peut pas dire grand-chose, et pour cause, puisqu'il n'existe pas à ce jour… Et pourtant le spectre du moratoire sur l'éolien et le solaire traine encore dans les couloirs. Lecornu a « démenti fermement » cette rumeur. On « espère fermement » que cette proposition ubuesque restera dans les placards ad vitam eternam…
- Et pourtant, loin des débats houleux sur les énergies renouvelables, de nombreux projets sortent de terre, portés et/ou soutenus par des collectivités, des citoyens et des acteurs locaux. Avec, à la clé, des retombées économiques non négligeables.
- Et pourtant, dans son premier rapport annuel consacré à la transition écologique, la Cour des Comptes rappelle que le coût de l'inaction est largement supérieur à celui de la transition et recommande de doubler le montant des investissements qui lui sont consacrés.
- La Fabrique écologique a publié une étude : « Low-tech, low-great ? Repenser le travail et l'économie

CLIMAT

- Dans « 2049. Ce que le climat va faire à l'Europe », le chercheur Nathanaël Wallenhorst (professeur à l'UCO Angers) critique notre perception linéaire du réchauffement climatique et se penche sur la notion de « tipping points » (points de bascule), de plus en plus étudiée par la littérature scientifique... et sur ses impacts concrets sur notre avenir
- Où sont passées les grandes ambitions européennes en matière de climat ? À la veille des grandes échéances internationales, dont la COP 30, l'UE se montre incapable d'adopter son objectif pour 2040 et de livrer sa CDN (« contribution déterminée nationale ») aux Nations unies. Elle n'est d'ailleurs pas aidée en cela par la France, comme le souligne le HCC (Haut Conseil pour le Climat)
- Une étude dans Nature montre le lien entre les énergies fossiles et des canicules beaucoup « plus intenses et probables »
- Le dispositif réglementaire « Label bas-carbone » encadrant la certification volontaire des projets climatiques est refondu pour permettre un échange de crédits carbone. Le caractère illimité de la cessibilité et le défaut de transparence font peser une menace sur l'intégrité du système

ENERGIES RENOUVELABLES

- Sites protégés et ENR : l'approche paysagère s'affine ; Les gestionnaires d'espaces protégés planchent, depuis plusieurs années, sur la conciliation des enjeux paysagers, de biodiversité et la transition énergétique. Sans s'opposer aux ENR, ils prônent une approche sobre et axée sur le partage de la valeur.
- Un think tank danois souligne le pari gagnant de l'électrification en Europe : l'UE pourrait diviser par deux ses importations de combustibles fossiles d'ici à 2040 (avec une baisse de la facture énergétique de près de 160 milliards d'euros sur la base des prix récents) en consacrant environ 100 milliards d'euros d'investissements supplémentaires par an dans la transition énergétique d'ici à 2040.
- Un collectif de chercheurs de la chaire Energy for Society s'inquiète des conséquences de l'instabilité politique sur les projets de transition énergétique. Selon eux, les principaux obstacles à la nécessaire décarbonation de l'économie française sont d'ordre politique : l'acceptabilité sociale des énergies renouvelables nécessite d'avoir confiance dans les institutions
- François Gemenne souligne le fait que le monde entier se convertit à l'énergie solaire, dans l'indifférence totale des Européens. Alors qu'on observe une baisse de régime dans l'UE pour le solaire, la Chine a déployé en six mois plus de capacité solaire que le reste du monde réuni : sur ce point, elle devrait nous servir de modèle.
- D'ailleurs pour la première fois au niveau mondial, la production électrique de l'éolien et du solaire dépasse celle de l'hydraulique, du nucléaire et de la bioénergie combinées. De quoi envisager un déclin mondial des combustibles fossiles.
- Les installations photovoltaïques de moins de 9 kilowatts-crête (kWc) vont bénéficier d'une TVA réduite à 5,5%, au lieu de 10 à 20 %. Une mesure très attendue par la filière puisqu'elle doit, en quelque sorte, contrebalancer la baisse du soutien amorcée en mars dernier pour ces installations.
- La dernière des 3 grandes éoliennes flottantes au large de Leucate a été installée, et le Gouvernement confirme avoir retenu TotalEnergies pour la construction et l'exploitation du parc éolien Centre-Manche 2 (AO8). L'AO7 (Sud-Atlantique au large de l'île d'Oléron) est, quant à lui, déclaré infructueux (aucun candidat pour le projet…).
- Alors que la production de biogaz croit de façon vigoureuse en France, : la filière gazière redoute un coup de frein du prochain gouvernement, compte-tenu de l'importance du soutien budgétaire de l'état.
- L'intérêt pour le CO2 d'origine végétale est en train de grandir et pourrait exploser avec l'essor des carburants synthétiques. Les méthaniseurs comptent en profiter, mais ils pourraient subir la concurrence d'industriels.

NUCLEAIRE

- La Cour des comptes sonne de nouveau l'alerte sur le modèle financier d'EDF. Après un rapport sévère sur la relance de la construction de réacteurs nucléaires en début d'année, l'institution a passé au crible tout l'édifice EDF, et relevé des fragilités à tous les étages.
- Le rapport annuel sur l'état de l'industrie nucléaire (*World Nuclear Industry Status Report*) relève que si la production nucléaire a atteint un niveau record en 2024, sa part dans le mix mondial ne cesse de reculer. Et de toute façon, comme le souligne l'ONG américaine *Global Energy Monitor, l*e nucléaire est à la traîne pour décarboner rapidement l'économie, compte-tenu de ses délais et coûts de développement.
- Doit-on s'étonner du nouveau report du redémarrage de production de l'EPR Flamanville ? Euh non, pas vraiment…
- Les mini-réacteurs, eldorado auto-proclamé de la filière nucléaire, rencontrent eux aussi bien des : déboires, comme en témoignent les soucis des start-up Naarea et Newcleo

DECARBONATION, STOCKAGE CO2

- Alors que le déclin des gisements de pétrole et de gaz s'accélère, le maintien de la production d'énergie fossile impliquerait des investissements massifs, en opposition totale avec les objectifs de décarbonation.
- La décarbonation est aussi un impératif de souveraineté : Réduire notre consommation de gaz et de pétrole permettrait de nous émanciper de la Russie, des Etats-Unis et du Moyen-Orient. La France doit

finaliser sa PPE, avec un objectif de part fossile à 30 % en 2035, estime Patrice Geoffron, membre du Cercle des Economistes.

- Les capacités de stockage géologique du CO_2 dans le monde ne sont "pas illimitées", selon une étude publiée mercredi dans la revue Nature, qui relativise le potentiel de cette technologie pour lutter contre le changement climatique.
- Le Conseil d'analyse économique propose une méthode de valorisation comptable des services rendus par la forêt, dépassant la seule vente de bois. À l'heure du changement climatique, il préconise de les prendre en compte dans les politiques publiques. Il réévalue à la baisse le bilan carbone du bois-énergie

USAGES - MOBILITE

- Une étude du Forum vies mobiles prône de réduire drastiquement la place accordée à la voiture pour promouvoir un « système alternatif de mobilité ». Avec 1 million de kilomètres de routes, la voiture est à son aise sur le territoire français. Il est suggéré d'en rendre 23 % aux transports en commun, et d'en réserver 20 % aux mobilités douces.
- Ces analyses convergent avec celles présentées par l'ADEME sur le (gros) potentiel de décarbonation des mobilités douces et du covoiturage
- Les "SAF" ou carburants verts dans l'aérien: du mirage organisé au naufrage annoncé : un excellent article de l'excellent site « Bon pote », à lire attentivement, pour être au point sur cette question qui nous intéresse au niveau régional (cf le projet Take Kair à Montoir)

USAGES - INDUSTRIE

- Le Réseau Action Climat et France Nature Environnement publient la 3e édition de leur classement des 50 sites industriels les plus émetteurs de CO_2 en France. Malgré des annonces répétées de projets de décarbonation, les baisses d'émissions restent largement conjoncturelles
- Les secteurs considérés comme les plus difficiles à décarboner, notamment la production d'acier et de ciment, ne le sont pas tant que ça au vu des technologies existantes et en cours de développement, a estimé dans un rapport mardi l'institut de recherche Climate Analytics.
- Privés de feuille de route, les industriels de l'énergie toujours dans l'incertitude : Attendue depuis plusieurs années, la troisième version de la programmation pluriannuelle de l'énergie n'a pas été publiée avant la chute du gouvernement de François Bayrou. Avec des effets concrets sur les projets et l'activité des usines.
- Le système électrique français doit évoluer. Son réseau vieillit et il doit accueillir plus de sources de production (panneaux solaires, éoliennes, centrales nucléaires) et de consommation (usines, points de recharge de véhicules, chauffages, etc.). RTE, le gestionnaire du réseau haute tension, envisage 100 milliards d'investissements dans son prochain schéma décennal. Le public est invité à se prononcer, dans le cadre d'un débat national (du 4 septembre au 14 janvier.)